

Actualités politico-économiques Roumanie



[Économie roumaine : stabilisation progressive et relance par l'investissement](#)



[La capitale roumaine entre dans le radar européen des investissements immobiliers](#)



[Conditions sociales en Roumanie : comprendre les vulnérabilités](#)



[Agroalimentaire en Roumanie : un marché sous tension mais riche en opportunités](#)



[Gestion d'actifs en Roumanie : un marché en plein essor qui attire les investisseurs](#)



[La Roumanie, nouveau moteur régional de la chocolaterie](#)

Nouveauté

Découvrez notre Newsletter sur les opportunités d'affaires en
Hongrie / Bulgarie / Serbie / Moldavie

[Version française](#)

[English Version](#)

PwC et Urban Land Institute : Bucarest entre pour la première fois dans le top des villes européennes les plus attractives pour les investissements immobiliers : La capitale roumaine apparaît pour la première fois dans le classement des villes européennes les plus attractives pour les investissements immobiliers, selon le rapport

« Tendances émergentes de l'immobilier en Europe 2026 », publié par PwC et l'Urban Land Institute, d'après un communiqué de presse envoyé à la rédaction.



Bucarest se classe 30e, suivie d'Istanbul et de Sofia, mais cela marque une augmentation significative de sa visibilité auprès des investisseurs internationaux, qui peuvent désormais comparer son attractivité à celle des autres capitales européennes selon des critères uniformes.

D'après le rapport, la capitale roumaine est surtout appréciée pour sa forte croissance démographique projetée, qui lui vaut un score de 2,53, le plus élevé des 30 villes analysées. En revanche, les perspectives de croissance économique modestes pour les deux prochaines années, évaluées à 0,4, et le volume relativement faible des transactions récentes limitent encore l'intérêt des investisseurs pour le marché local.

Londres, Madrid et Paris occupent les premières places du classement, suivies de Berlin et Amsterdam. En Europe centrale et orientale, Varsovie (12e) et Prague (23e) sont les mieux placées, tandis que Budapest se classe 29e, juste devant Bucarest.

Dans le contexte mondial actuel, marqué par l'instabilité géopolitique et l'augmentation des dépenses de défense, les investisseurs perçoivent de nouvelles opportunités dans les infrastructures logistiques, numériques et énergétiques. Parallèlement, le développement durable demeure un enjeu majeur de l'immobilier, mais l'approche se fait plus pragmatique : les investisseurs sont conscients qu'il n'y a plus de marché pour les bâtiments non écologiques », et les risques climatiques sont de plus en plus pris en compte avant toute décision d'achat.

Pour la Roumanie, le contexte est favorable. Bucarest gagne en visibilité, l'intérêt pour l'Europe centrale et orientale s'accroît et le financement par emprunt est plus accessible. Selon le rapport « Tendances émergentes de l'immobilier en Europe 2026 », ces conditions constituent un terrain fertile pour des investissements résilients et contribuent à définir de nouveaux piliers de l'attractivité des marchés immobiliers européens.

Source : bursa.ro

Makita, dont le chiffre d'affaires en Roumanie dépasse 630 millions d'euros, transfère une partie de sa production de Chine vers la Roumanie, dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine : Le fabricant japonais d'outils électriques Makita accélère sa stratégie de délocalisation de sa production destinée au marché américain de la Chine vers d'autres régions, comme la Roumanie et la Thaïlande, en réponse aux politiques tarifaires imposées par les États-Unis.

L'entreprise est présente en Roumanie avec une usine géante (Makita EU) à Brănești et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de près de trois milliards de lei, soit environ 588 millions d'euros. Elle employait près de 1 800 personnes à la fin de l'année dernière.

L'activité commerciale est réalisée par l'intermédiaire de la société Makita Romania, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de près de 200 millions de lei, soit environ 40 millions d'euros.

En Europe, l'entreprise possède également une usine au Royaume-Uni et un centre logistique en Allemagne.

Pourquoi Makita délocalise-t-elle sa production en Roumanie et en Thaïlande ?

Les droits de douane imposés par les États-Unis accéléreront, à court terme, la formation d'économies en blocs régionaux et, à long terme, augmenteront la demande de produits sans fil à forte valeur ajoutée dans toutes les régions, selon le dernier rapport de l'entreprise. Pour répondre à ces défis et à ces opportunités, Makita promeut une stratégie de « production multi-sites », en investissant dans la diversification géographique de ses usines. Ainsi, le fabricant japonais prévoit de réduire la part des livraisons provenant d'usines en Chine à 20 % au cours du second semestre de l'exercice 2026, contre environ 60 % au cours de l'exercice 2025, indique également le rapport cité.

Makita affirme qu'elle continuera d'investir dans des sites de production dans différentes régions, indépendamment des droits de douane imposés par les États-Unis, et vise à créer un réseau de production mondial capable d'assurer une production de proximité, c'est-à-dire une production plus proche des marchés de vente.



À l'échelle mondiale, Makita a réalisé un chiffre d'affaires total de 2,35 milliards d'euros au premier semestre de l'exercice financier se terminant fin mars 2026, selon les derniers résultats de l'entreprise. L'essentiel de ce chiffre d'affaires est réalisé à l'international : près de deux milliards d'euros.

Source : economica.net

Xiaomi, la marque chinoise, ouvre sa première boutique officielle en Roumanie : Xiaomi a créé une nouvelle société en Roumanie pour gérer ses activités de vente au détail. L'entreprise prévoit d'ouvrir son premier Xiaomi Store dans le pays d'ici la fin de l'année, conformément à sa stratégie visant à implanter 10 000 magasins dans de nombreux pays à travers le monde, selon Linshan Zheng, directeur de Xiaomi Roumanie.

Créée en juin, Romania Xiaomi Communication Technology Retail gèrera les opérations de vente au détail en Roumanie et fonctionnera en parallèle avec l'entité déjà présente sur le marché depuis 2021 – Romania Xiaomi Communication Technology.

« L'implantation de la nouvelle entité Xiaomi en Roumanie constitue une nouvelle étape dans notre expansion mondiale, qui comprend l'ouverture de boutiques physiques dans de nombreux pays à travers le monde. La Roumanie étant un marché clé pour Xiaomi en Europe centrale et orientale, l'ouverture de la première boutique Xiaomi dans ce pays représente une étape importante, logique et stratégique de notre développement. »

« La nouvelle entité commerciale Xiaomi Communication Technology se concentrera principalement sur la vente au détail. Sa première grande étape sera l'ouverture du premier magasin physique Xiaomi en Roumanie, prévue pour la fin de cette année », a déclaré Linshan Zheng.



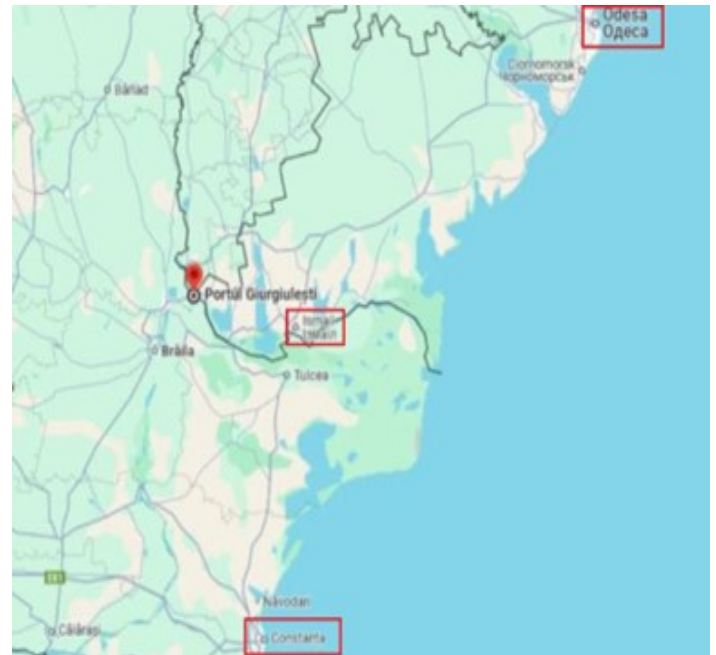
Linshan Zheng a ajouté que cette initiative s'inscrit dans la nouvelle stratégie mondiale de Xiaomi, qui prévoit notamment l'expansion de son réseau de points de vente physiques à

travers le monde.

Source : Economica.net

La Roumanie prendra en charge l'administration du port de Giurgiulesti en République de Moldavie – Discussion prévue la semaine prochaine entre les ministres des Transports : Le ministre des Transports, Ciprian Șerban, a annoncé que l'offre de la Roumanie pour la reprise du port de Giurgiulesti, en République de Moldavie, situé à la frontière du comté de Galați, a été acceptée. Selon le ministre, les derniers détails de la transaction seront finalisés prochainement.

« Nous sommes actuellement en pourparlers concernant l'acquisition du port de Giurgiulesti en République de Moldavie. Sa situation est très stratégique. Théoriquement, la signature du contrat est imminente. Nous avons discuté avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), nous leur avons fait une offre qui



a été acceptée. Nous sommes donc les gagnants et nous rencontrerons la semaine prochaine le ministre des Transports de la République de Moldavie, Vladimir Bolea. Plusieurs conditions doivent être remplies par les autorités moldaves. Il faudra notamment prolonger la durée d'exploitation du port, actuellement fixée à 2030. Pour que cet investissement soit rentable, y compris pour la Roumanie, nous devons avoir la garantie de pouvoir l'exploiter après 2030. Les Moldaves sont ouverts à cette possibilité et procéderont à cette modification dès que possible », a déclaré Ciprian Șerban.

La Roumanie a manifesté son intérêt pour la prise en charge du port de Giurgiulesti depuis 2023, car il s'agit d'un point névralgique pour l'approvisionnement en marchandises à destination et en provenance d'Ukraine.

Le ministre des Transports a également annoncé qu'il n'envisageait aucune vente de la participation de l'État dans le port de Constanta, mais qu'au contraire, il souhaitait que le gouvernement acquière la participation de 20 % détenue par le Property Fund (FP), à partir de laquelle une cotation pourrait être réalisée ultérieurement.

Le ministre a déclaré que la transaction avec FP pourrait être effectuée au « prix d'inventaire », suivie d'une cotation, ce qui générerait « un bénéfice de 1,5 à 2 milliards de lei ».

Il convient toutefois de noter que les discussions internes de FP concernant la vente, en bourse, de sa participation dans la société de gestion portuaire visent à maximiser les profits dans l'intérêt des actionnaires de FP, et non dans celui de l'État, actionnaire majoritaire du port. FP est également un fonds coté à la Bourse de Bucarest, dont le mandat approuvé est de maximiser le rendement pour les actionnaires.

Source : cursdeguvernare.ro

Le marché industriel et logistique roumain atteint des niveaux records en 2025, la demande d'espace ayant augmenté de 64 % au cours des neuf premiers mois :

Le secteur industriel et logistique roumain a enregistré une forte croissance au cours des trois premiers trimestres de 2025, portée par une activité soutenue dans la région de Bucarest. La demande locative totale a atteint près de 640 000 mètres carrés entre janvier et septembre, soit une hausse de 64 % par rapport à la même période l'an dernier, selon les données de Colliers, qui ne prennent en compte que les transactions publiques. Bucarest et sa région ont généré près de 70 % des transactions et ont contribué à une année potentiellement record pour le marché logistique local. Parallèlement, les régions du nord-est et du sud-est ont enregistré les taux de croissance les plus élevés – malgré un niveau initial faible –, grâce au développement des infrastructures et à l'augmentation des investissements dans les services de production et de logistique.



« En 2025, le marché a considérablement évolué par rapport aux années précédentes : les entreprises se sont de nouveau tournées vers la région de Bucarest-Ilfov, après une période où leur intérêt s'était porté sur d'autres régions du pays. Cependant, nous considérons cela comme une exception plutôt que comme une nouvelle règle. À moyen et long terme, nous prévoyons que d'autres régions de Roumanie continueront de croître plus rapidement, grâce à une main-d'œuvre plus disponible, des coûts plus bas et de nouveaux projets d'infrastructure qui les rendent de plus en plus attractives », explique Victor Coșconel, Associé | Responsable Location | Agences Bureaux et Industrie chez Colliers.

Au cours des neuf premiers mois de 2025, près de 450 000 mètres carrés d'espaces logistiques et industriels ont été loués à Bucarest et dans sa périphérie, soit 62 % de plus que la moyenne des cinq dernières années et plus du double du niveau pré-pandémique (2017-2019). Parallèlement, bien que d'une ampleur moindre et survenant dans un contexte d'activité relativement calme, les hausses les plus importantes ont été observées dans le nord-est de la Roumanie (211 % de plus que la moyenne des cinq dernières années) et dans le sud-est (143 %), sous l'effet de la construction de l'autoroute A7 et des investissements prévus dans les infrastructures.

À l'échelle nationale, la demande totale d'espaces industriels a progressé de près des deux tiers, atteignant près de 640 000 mètres carrés. Le secteur de la logistique (3PL) a dominé le marché, générant environ 45 % de la demande totale, suivi par la grande distribution et les biens de consommation courante.

En réalité, de nombreux opérateurs logistiques travaillent pour de grandes enseignes, ce qui démontre que la plupart des transactions restent tirées par la consommation intérieure, soulignent les consultants de Colliers. Les locations à des fins de production ont légèrement diminué en 2025 (environ 13 % de la surface totale louée, soit environ la moitié de la moyenne observée ces dernières années). Colliers constate néanmoins un intérêt sous-jacent soutenu de la part des entreprises qui envisagent d'implanter de nouvelles activités de production en Roumanie, avec une augmentation notable des demandes de renseignements émanant d'entreprises asiatiques.

Au niveau européen, les données d'Eurostat montrent que les entrepôts et centres logistiques en Roumanie affichent actuellement un taux d'occupation d'environ 90 %, légèrement supérieur à la moyenne de l'UE, ce qui indique que les opérateurs peuvent poursuivre leur expansion sans créer de déséquilibres sur le marché. La Roumanie offre actuellement environ 8 millions de mètres carrés d'espace logistique moderne et, selon les estimations de Colliers, ce chiffre pourrait même doubler pour atteindre les niveaux observés dans d'autres pays de la région.

Rapporté à sa population, la Roumanie dispose de près de 420 mètres carrés d'espace logistique moderne pour 1 000 habitants, un chiffre nettement inférieur à celui de la Pologne (973 m²) et de la Hongrie (617 m²), et loin derrière le leader régional, la République tchèque, qui affiche 1 165 m² pour 1 000 habitants. Autrement dit, même en tenant compte des volumes d'exportation, la Roumanie présente encore un potentiel de croissance considérable dans le secteur de l'entrepôt moderne.

« Au vu de l'expansion considérable des enseignes ces dernières années et des ambitions croissantes des marques, il est clair que la demande d'espaces de stockage restera très forte dans les prochains mois. Par ailleurs, les nouvelles autoroutes, conjuguées aux investissements prévus dans le réseau ferroviaire, ouvriront de nouvelles perspectives aux locataires comme aux promoteurs. Selon nous, le secteur industriel demeure le segment immobilier présentant le plus fort potentiel de croissance en Roumanie », conclut Victor Coșconel, Associé | Responsable Location | Agences Bureaux et Industrie chez Colliers.

Source : thediplomat.ro

La Roumanie attire un nouveau fabricant de vélos. Simplon, un fabricant autrichien, annonce qu'il transférera une partie de sa production d'Autriche à Timisoara début 2024 : Précisions concernant l'article original :

• Simplon n'ouvrira pas sa propre usine à Timisoara.



- Le fabricant autrichien commencera à assembler ses vélos dans l'usine Corratec de Timișoara, qui fait partie de la même plateforme industrielle, à partir de décembre 2025.
- Concrètement, Simplon transfère une partie de sa production, auparavant réalisée en Autriche, en Roumanie, sur le site de Corratec, où elle bénéficiera des infrastructures et du savoir-faire locaux.
- À partir de décembre 2025 également, Corratec commencera également à assembler des vélos pour le fabricant allemand Woom, dans un hall dédié sur la même plateforme industrielle.
- L'usine Corratec de Timișoara continuera d'assembler des vélos pour d'autres marques, consolidant ainsi son rôle de centre de production européen pour l'industrie du vélo haut de gamme.

Simplon, un fabricant autrichien de vélos, a annoncé l'ouverture d'une usine à Timișoara début 2026, selon le journal autrichien Der Standard.

Cette décision intervient après plusieurs années difficiles sur le plan commercial, qui ont conduit l'entreprise à repenser son activité. Ainsi, une partie de sa production, actuellement située à Hard, dans le Vorarlberg autrichien, sera transférée à Timișoara. Ce transfert entraînera des suppressions d'emplois à Hard. « L'utilisation économiquement indispensable de la ligne de production supplémentaire en Roumanie requiert toutefois une restructuration de l'usine principale de Hard. De ce fait, jusqu'à un cinquième des 110 emplois du Vorarlberg seront supprimés », a indiqué l'entreprise dans un communiqué cette semaine. Cette décision est également stratégique, la Roumanie étant le deuxième producteur de vélos en Europe, après le Portugal.

L'entreprise avait auparavant envisagé d'étendre sa production au Vorarlberg même. Cependant, il était difficile de trouver la main-d'œuvre qualifiée supplémentaire nécessaire au Vorarlberg et dans les régions avoisinantes.

Source : zf.ro

Le groupe américain Bunge va accroître sa capacité de transformation du tournesol dans le sud de la Roumanie :

Le groupe américain Bunge, leader du marché des huiles alimentaires en Roumanie avec un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de lei en 2024 et propriétaire de trois des



cinq principales marques d'huiles du pays (Unisol, Floriol et Unirea), souhaite accroître sa capacité de transformation de graines de tournesol dans son usine de Lehliu-Gara. L'entreprise exploite également une unité de production à Buzau, où elle prévoit d'investir en 2025 et 2026,

selon les informations communiquées par ses représentants.

« Les projets d'investissement de Bunge en Roumanie sont stratégiquement orientés vers l'amélioration des opérations, notamment l'automatisation et la mise en œuvre de technologies de pointe, ainsi que vers des projets de développement durable, tels que des projets d'efficacité énergétique. Sur notre site de transformation de Lehliu, nous travaillons actuellement sur un projet visant à accroître la capacité de traitement des oléagineux », ont déclaré les représentants de Bunge.

Le groupe américain Bunge s'est implanté en Roumanie en 2002, en acquérant le groupe Cereol et deux usines, Interoil et Muntenia. Il est aujourd'hui présent dans les secteurs des huiles alimentaires, du biodiesel et des tourteaux protéiques. De plus, il a récemment racheté Vittera, négociant en céréales, ce qui renforce sa position sur le marché roumain.

Source : zf.ro

Approbation du Plan national de relance et de résilience révisé pour la Roumanie :

Le Plan national de relance et de résilience de la Roumanie a été révisé.

La Roumanie prépare à soumettre la quatrième demande de paiement à la Commission européenne, suite à l'approbation du



Plan national de relance et de résilience (PNRR) révisé lors de la réunion du Conseil des affaires économiques et financières (ECOFIN). C'est ce qu'a annoncé le ministre des Investissements et des Projets européens du gouvernement de Bucarest, Dragoș Pîslaru. Il a précisé que la tranche qui proviendrait de Bruxelles s'élevait à 2,62 milliards d'euros et comprenait 62 objectifs et jalons. Le plan révisé a une valeur totale de 21,41 milliards d'euros, dont une part importante de subventions (fonds non remboursables) se chiffrent à plus de 13,5 milliards d'euros et près de 8 milliards d'euros de prêts, répartis sur six demandes de paiement (dont trois ont déjà été soumises).

Le nombre de jalons et d'objectifs a été réduit de 518 à 390, sans réduire l'ambition des réformes entreprises, indique le site officiel du ministère des Finances.

Les modifications visaient principalement à éliminer les investissements présentant un risque de non-réalisation, à assigner certains projets performants du domaine de prêts au domaine de subventions et à introduire de nouveaux investissements à fort impact économique et social, tels la recapitalisation de la Banque d'investissement et de développement ou l'acquisition d'ambulances.

Continuez à lire sur rri.ro

Entreprises françaises, belges et suisses en Roumanie

CARREFOUR / AUCHAN

« Trois soumissionnaires pour Carrefour Roumanie »

Trois candidats se seraient manifestés pour reprendre les activités roumaines de Carrefour. Parmi eux, le français Auchan, le groupe polonais Zabka et les propriétaires d'une chaîne locale de bricolage. On sait depuis quelque temps déjà que Carrefour procède à une évaluation approfondie de ses activités internationales. Le groupe français a entre-temps vendu sa division italienne, aurait chargé la banque d'affaires JP Morgan de vendre ses activités polonaises, la Deutsche Bank doit préparer une vente en Argentine et BNP Paribas serait à la recherche d'un repreneur pour les magasins roumains.

Entre-temps, trois soumissionnaires se seraient manifestés pour la branche roumaine, selon le site web profit.ro. Le nom le plus connu est celui d'Auchan, le groupe français qui exploite dans le pays, outre 26 hypermarchés, plusieurs magasins discount ATAC, des supermarchés et plusieurs centaines de magasins de proximité. Le groupe polonais Zabka, qui exploite plus de 100 magasins de proximité en Roumanie sous l'enseigne Froo, aurait également manifesté son intérêt. Un troisième soumissionnaire surprenant est Pavăl Holding, le véhicule d'investissement des frères Pavăl, propriétaires de la chaîne de bricolage Dedeman : ils ne sont pas encore actifs dans le secteur alimentaire.

Carrefour exploite actuellement 458 magasins en Roumanie, qui ont généré un chiffre d'affaires de 2,3 milliards d'euros au cours des neuf premiers mois de l'année. Il s'agit du troisième acteur sur le marché roumain après Lidl et Kaufland. Le groupe français s'est implanté dans le pays en 2001 et a racheté Cora en 2023. Jusqu'à présent, les parties concernées n'ont fait aucun commentaire sur cette nouvelle. Carrefour souligne toutefois qu'il n'a encore fait aucune annonce officielle concernant ses projets d'avenir en Roumanie.

Source : retaildetail.be



HOLCIM

Holcim obtient un financement européen pour son projet de ciment bas carbone en Roumanie



Holcim annonce avoir été sélectionné pour un financement du Fonds européen pour l'innovation destiné à son projet de captage et stockage du carbone (CCS) à Câmpulung, en Roumanie. Ce site produira à partir de 2032 environ 2 millions de tonnes de ciment à très faibles émissions, faisant de lui le premier projet terrestre de CCS à grande échelle en Europe de l'Est. Baptisé Carbon Hub CPT 01, le projet vise à capter le CO₂ des gaz de combustion, à le comprimer puis à le stocker de manière permanente et sécurisée. Il est mené avec un consortium industriel incluant Carmeuse,

partenaire clé dans la construction de la chaîne de valeur du CCS.

Simon Kronenberg, responsable de la région Europe centrale et orientale, souligne que cette initiative soutient la stratégie NextGen Growth 2030 du groupe, axée sur une croissance durable et rentable. Avec ce nouveau financement, Holcim compte désormais huit projets majeurs de capture du carbone soutenus par l'Union européenne.

Le montant de la subvention accordée n'a pas été dévoilé par Holcim.

Source : zonebourse.com

AHOLD DELHAIZE

Ahold Delhaize nomme un nouveau responsable pour la Roumanie

Ahold Delhaize annonce la nomination de Xavier Piesvaux au poste de country manager Roumanie à compter du 1er janvier 2026, sous la responsabilité directe de Claude Sarrailh, CEO d'Ahold Delhaize Europe & Indonésie.

Xavier Piesvaux, qui quittera son poste de président de la marque Delhaize Belgique, s'installera en Roumanie et dirigera l'expansion et la transformation continues des marques locales du groupe de distribution, Mega Image et Profi.

'La Roumanie est l'un des marchés les plus dynamiques de notre portefeuille, avec une clientèle fidèle et un appétit pour l'innovation. Notre présence à deux marques dans le pays représente d'importantes opportunités de croissance', souligne Claude Sarrailh. Avant de rejoindre Ahold Delhaize en 2017 en tant que président de la marque Delhaize Belgique, Xavier Piesvaux a occupé le poste de président de la marque Mega Image de 2006 à 2015, dirigeant son expansion rapide en Roumanie.

Source : Zonebourse.com

DACIA—RENAULT

La Roumanie octroie une aide de 7,4 millions d'euros à Dacia

Dacia a reçu 7,4 millions d'euros d'aides du Gouvernement roumain dans le cadre d'un projet de modernisation de son processus de peinture au sein de son usine locale. C'est dans son pays d'origine que la filiale du groupe Renault produit le plus de modèles, devant les sites de Tanger et de Bursa.

Dacia va moderniser son processus de peinture au sein de son usine roumaine pour un montant total de 16,7 millions d'euros. Si la filiale du groupe Renault participe à hauteur de 3,7 millions d'euros, elle a bénéficié d'un coup de pouce de 7,4 millions d'euros de la part du Gouvernement local. Cette aide s'inscrit dans un projet de développement régional de l'industrie manufacturière. Au total, la Roumanie a dégagé une enveloppe de 443 millions d'euros. Le pays a également accordé une aide de 26,3 millions d'euros au groupe allemand Dräxlmaier et à son unité roumaine DRM Dräxlmaier Romania Sisteme Electrice pour l'extension de sa capacité de production de composants automobiles. Les modèles Dacia sont fabriqués dans trois usines du groupe Renault, dont celle de Mioveni qui exporte 86 % de sa production.

Mioveni inaugure la plate-forme CMF-B, l'hybride s'invite sur les lignes de Tanger

Pays d'origine de Dacia, la Roumanie produit une grande partie des modèles de la marque. Le site historique de Mioveni, créé en 1968 et racheté par le groupe Renault en 1999, fabrique actuellement les Logan 3, Jogger, ainsi que les Duster 3 et Bigster basés tous deux sur la plate-forme CMF-B. Au cours de l'année 2024*, le site a produit 8 778 Logan 3, 71 904 Jogger, 7 048 Sandero 3, 107 862 Duster 2 et 113 527 Duster 3. À la fin de l'année, l'usine de Mioveni a également démarré la production du Bigster (313 unités). Les deux SUV Duster et Bigster sont dorénavant déclinés en version utilitaire à deux places pour les professionnels. Par ailleurs, les Dacia Sandero 3 (231 038 unités en 2024, soit une production qui dépasse celle de la Roumanie), Lodgy (3 657 ex. l'an dernier) et Jogger (31 871 unités, version hybride incluse) sont fabriqués sur le site de Tanger. L'usine marocaine produit également l'utilitaire Renault Express et les quadricycles électriques Mobilize Duo et Bento. Dans une moindre mesure, l'usine Oyak-Renault de Bursa produit aussi le Duster 3. En 2024, le site turc, qui fabrique majoritairement des Clio, a assemblé 15 550 unités du modèle phare de la marque.

Source : largus.fr



Dacia Bigster parmi les 7 finalistes de la Voiture de l'année 2026

Dacia Bigster a été sélectionné parmi les 7 finalistes du prestigieux trophée de la Voiture de l'Année 2026 par un jury de 60 experts automobiles. Ce SUV familial, lancé au printemps 2025, s'est distingué parmi 35 modèles en lice.

Avec déjà 40 000 immatriculations mondiales à fin septembre 2025 et plus de 55 000 commandes depuis son lancement, le Bigster confirme son attractivité sur les marchés européens et méditerranéens. Ce succès commercial s'explique par sa capacité à répondre aux attentes d'une clientèle en quête d'authenticité, de simplicité et du meilleur rapport prix-prestations.

Une vision disruptive du segment C-SUV

Ce Dacia Bigster incarne la philosophie de la marque : réinventer l'essentiel en proposant un véhicule simple, pratique, robuste et accessible. Ce SUV familial se positionne comme une alternative crédible aux modèles du segment C, souvent plus chers, sans sacrifier la qualité, la sécurité ou le confort.

Le Bigster se distingue par :

- Un espace intérieur généreux et un grand volume de coffre, idéal pour les familles.
- Un design moderne et affirmé, avec une signature lumineuse en Y à l'avant et à l'arrière.
- Une robustesse adaptée aux usages outdoor, pour les clients recherchant polyvalence et durabilité.

La marque roumaine, relancée par Renault Group en 2004, a toujours mis l'accent sur des véhicules fiables, polyvalents et au meilleur rapport qualité-prix. Le Bigster s'inscrit dans cette lignée, tout en apportant une touche d'innovation et de modernité.

Innovation technologique et motorisations électrifiées

Continuez à lire sur [canalauto.fr](https://www.canalauto.fr)



GROUPE SONACA**Sonaca ouvre une nouvelle ligne de production à Gosselies et une usine en Roumanie**

Près de 100 personnes ont été recrutées à Charleroi par le constructeur aéronautique mondialement reconnu.

En 2023, Sonaca signait avec Airbus le contrat le plus important de son histoire, pour devenir le fournisseur exclusif des pièces d'ailes hautement spécialisées (volets de bord de fuite) pour les A321, A320 et A350.

Cela se concrétise aujourd'hui avec 100 emplois à Gosselies (Charleroi), siège social de l'entreprise, pour une nouvelle ligne de production dont le coût est estimé à 10 millions d'euros. En parallèle, une usine a été créée et ouverte à Cluj (Roumanie) avec 160 emplois, pour un coût estimé à 40 millions. "En Belgique, 50 postes sont déjà pourvus et nous recruterons bientôt 50 postes de plus pour assurer le fonctionnement des installations de la ligne de production de Gosselies, la campagne de recrutement est déjà en cours", indique l'entreprise dans un communiqué. Sonaca comptera alors près de 6900 employés dans sept pays.

Source : lavenir.net

Bulletin juridique

La Roumanie se prépare à prendre le contrôle de la raffinerie Petrotel Lukoil, annonce le ministre de l'Énergie : Le ministère de l'Énergie travaille, en collaboration avec toutes les autorités compétentes, à l'élaboration d'une législation relative aux actifs détenus par Lukoil, entreprise sous sanctions américaines, a annoncé le ministre de l'Énergie, Bogdan Ivan. Il a précisé que la Roumanie devait prendre le contrôle de cette société.

Cette annonce intervient après que la Bulgarie a déjà décidé la semaine dernière de prendre le contrôle des actifs de Lukoil et est en train de nommer des administrateurs spéciaux.



« La Roumanie doit prendre le contrôle de l'entreprise pour garantir la pleine mise en œuvre des mesures internationales, protéger les emplois des 5 000 employés et assurer la stabilité et la sécurité du système énergétique national », a déclaré Bogdan Ivan dans un message publié sur sa page Facebook.

Que font la Roumanie et la Bulgarie dans l'affaire Lukoil ? Les autorités bulgares ont rapidement pris une décision concernant le géant pétrolier russe sous sanctions américaines ; le gouvernement roumain reporte sa décision.

La Roumanie ne demandera pas d'exemptions.

Selon le ministre de l'Énergie, la future législation garantira « d'une part, le respect intégral du régime de sanctions établi par les États-Unis et, d'autre part, la continuité des activités de raffinage de Petrotel Ploiești, ainsi que la commercialisation des produits pétroliers, sans compromettre l'approvisionnement du marché national des carburants ».

Le ministre affirme que les sanctions internationales visant Lukoil seront appliquées « fermement » et qu'aucune dérogation ne sera demandée.

« Je le dis clairement : je ne demanderai pas de prolongation de l'échéance du 21 novembre fixée par les autorités américaines. De plus, je soutiendrai la réplique et l'application uniforme des sanctions imposées par les États-Unis dans toute l'Union européenne », a déclaré le ministre.

Petrotel possède une capacité de raffinage d'environ 2,4 millions de tonnes par an. C'est une raffinerie plus petite que Petrobrazî, d'une capacité de 4,5 millions de tonnes, appartenant à OMV Petrom, et que Petromidia, d'une capacité de 4,8 millions de tonnes, appartenant à Rompetrol Rafinare.

Les sanctions américaines contre Lukoil et Rosneft entreront en vigueur le 21 novembre. À compter de cette date, toute activité commerciale avec ces sociétés et leurs filiales à l'étranger cessera.

Lukoil tente de vendre la raffinerie Petrotel de Ploiești depuis près de dix ans, mais les investisseurs ne se sont pas montrés intéressés. L'une des raisons est que la raffinerie possède des installations obsolètes et nécessite des investissements très importants, comme l'a expliqué un spécialiste pétrolier.

Lukoil possède également un réseau de 320 stations-service en Roumanie.

Source : hotnews.ro

Bulletin financier

En Roumanie, le salaire net moyen a baissé de 5,3 % en glissement annuel en septembre : Le salaire mensuel net moyen en Roumanie a chuté de 5,3 % en glissement annuel en septembre, après une baisse annuelle de 5 % en août, a annoncé l'office statistique.

En Roumanie, le salaire net moyen a baissé de 5,3 % en glissement annuel en septembre.

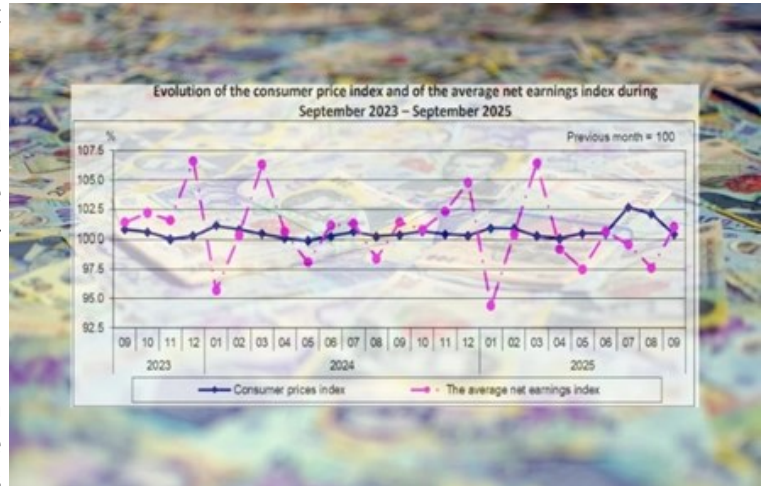
Selon un communiqué de l'office statistique, le salaire net réel a légèrement augmenté de 0,6 % en septembre par rapport à un mois précédent.

En termes nominaux, le salaire mensuel net moyen a augmenté de 4,1 % sur l'année et de 1 % sur le mois en septembre, atteignant 5 443 lei (1 239 \$ / 1 071 euros).

En septembre, les employés du secteur de l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel ont perçu le salaire net moyen le plus élevé, à 12 433 lei. Le salaire le plus bas, à 3 383 lei, a été versé dans le secteur de l'hébergement et de la restauration.

En valeur brute, le salaire moyen a légèrement augmenté de 0,8 % d'un mois à l'autre pour atteindre 9 078 lei en septembre.

Source : seenews.com



La banque centrale de Roumanie maintient son taux directeur à 6,5% : La banque centrale de Roumanie a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 6,5 %, a-t-elle annoncé.

Cette décision vise à assurer et à maintenir la stabilité des prix à moyen terme, de manière à favoriser une croissance économique durable, a déclaré la banque centrale, la BNR, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de son conseil d'administration sur la politique monétaire.

La BNR a également indiqué maintenir inchangés les taux de sa facilité de dépôt et de sa facilité de prêt, respectivement à 5,5 % et 7,5 % par an. Les ratios actuels de réserves obligatoires pour les engagements des banques libellés en lei et en devises étrangères demeurent également inchangés.

L'inflation annuelle s'est accélérée à 9,88 % en septembre, contre 5,66 % en juin, sous l'effet des effets directs transitoires de l'expiration du système de plafonnement des prix de l'électricité et de la hausse des taux de TVA et des droits d'accise, en vigueur depuis le 1er août, a noté la banque centrale.



Le système de plafonnement des prix de l'électricité en Roumanie a expiré le 30 juin. Concernant les prix du gaz naturel, le système a été prolongé d'un an.

Selon les prévisions actualisées de la BNR, l'inflation annuelle devrait légèrement diminuer au cours des trois prochains trimestres, sur une trajectoire fluctuante nettement supérieure à celle des projections précédentes, en raison des effets directs transitoires supérieurs aux attentes liés à l'expiration du système de plafonnement des prix de l'électricité et aux hausses des taux de TVA et des droits d'accise.

« Toutefois, l'indicateur subira une forte correction à la baisse au troisième trimestre 2026, avec l'atténuation des effets directs des deux chocs d'offre. Il reprendra ensuite sa baisse, mais à un rythme plus lent que prévu et à partir d'un niveau relativement plus élevé, pour réintégrer la fourchette cible au premier trimestre 2027 et s'y maintenir légèrement jusqu'à la fin de l'horizon de projection, dans un contexte de pressions désinflationnistes plus fortes liées au déficit de la demande globale. Ce dernier devrait se creuser plus nettement que dans les projections précédentes, compte tenu des mesures correctives budgétaires et fiscales mises en œuvre à partir d'août 2025 », a indiqué la BNR. La banque centrale tiendra sa prochaine réunion de politique monétaire le 19 janvier. Elle a modifié son taux directeur pour la dernière fois en août 2024, en le réduisant de 25 points de base.

Source : seenews.com

Ministre des Finances : La Banque d'investissement et de développement injectera 6 milliards de lei dans l'économie l'année prochaine : La Banque d'investissement et de développement injectera 6 milliards de lei dans l'économie l'année prochaine par le biais des Conventions de garantie pour la garantie de portefeuille des PME, a déclaré Alexandru Nazare, ministre des Finances, lors du lancement des Conventions.

Le ministre des Finances affirme que la BID injectera 6 milliards de lei dans l'économie l'année prochaine. « Il ne faut pas oublier que nous connaissons un ralentissement économique depuis trois ans. C'est beaucoup plus difficile lorsque l'économie se contracte, lorsque la croissance économique ralentit, car les ressources disponibles pour la distribution aux personnes touchées par la pauvreté sont moindres. Je pense que nous devons nous concentrer sur la recherche des meilleures solutions



pour la relance et le soutien de la croissance économique. L'une de ces idées, et elle est d'ailleurs très importante, est l'initiative lancée aujourd'hui par la BID, grâce à laquelle nous injectons 6 milliards de lei par an dans l'économie pour plus de 25 000 PME et micro-entreprises qui bénéficieront concrètement de cet instrument proposé par les banques et auront la possibilité de compléter leurs dépenses d'investissement. De mon point de vue et de celui des entreprises, il s'agissait d'un programme très attendu. L'avantage de ce programme est qu'il n'a pas d'impact direct sur le déficit, mais seulement en cas d'échec des projets. Or, nous avons constaté que l'effet multiplicateur d'un tel programme sur la croissance économique est considérable. » a déclaré Alexandru Nazare.

Pour sa part, Dan Sandu, directeur général de la Banque d'investissement et de développement, a déclaré que la semaine prochaine marquera le deuxième anniversaire de la signature des mandats des dirigeants de la banque.

« Ce lancement a pris du temps (en ce qui concerne les conventions de garantie pour la garantie de portefeuille destinée aux PME) car il nécessitait non seulement la signature de conventions avec vous, mais aussi, afin de préparer la stratégie de prêt et d'investissement ainsi que la stratégie commerciale de la BID – étapes clés du pilier PNRR de l'opérationnalisation de la banque –, de mener, avec vous et d'autres acteurs du marché financier et de l'environnement économique roumain, une étude, une évaluation et un test de marché sur les produits que nous allons proposer. Il est vrai qu'ils avaient déjà fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2018-2019. Tout comme le plan d'affaires que nous avons remanié, il avait circulé entre les mains de nombreuses personnes ayant travaillé sur ce projet avant que nous ne nous y inscrivions. Mais aujourd'hui, nous sommes réunis pour annoncer la signature de conventions avec des banques qui couvrent plus de 80 % du marché », a déclaré Dan Sandu.

Des accords ont déjà été signés avec BCR, BRD, Exim Banca Românească, Banca Transilvania, CEC Bank, ING Bank Roumanie, Libra Internet Bank, Unicredit Bank et seront signés avec Garanti BBVA Roumanie, Raiffeisen Bank Roumanie, Vista Bank, Intesa Sanpaolo Bank Roumanie, Patria Bank. Des accords seront également signés avec les IFN suivants : BCR Social Finance, Vitas, Easy Credit et Filbo. Présent lors de l'événement de lancement, le premier vice-gouverneur de la Banque nationale de Roumanie, Leonardo Badea, a déclaré que, du point de vue de la banque centrale, soutenir les instruments par lesquels les capitaux parviennent là où ils peuvent générer de la valeur signifie contribuer au progrès durable. La Banque d'investissement et de développement (BID) a organisé, l'événement de lancement officiel des accords de garantie pour la garantie de portefeuille pour les PME. La Banque d'investissement et de développement est la seule banque de développement détenue à 100 % par l'État roumain, via le ministère des Finances. Créée fin 2023 dans le cadre du Plan national de relance et de résilience, la BID a pour mission de soutenir le développement économique et social, la compétitivité économique, l'innovation, une croissance économique durable et la neutralité climatique afin de remédier aux dysfonctionnements des marchés financiers.

Source : adevarul.ro

Le ministère des Finances a emprunté 448 millions de lei auprès des banques lors d'une adjudication d'obligations d'État, à un taux d'intérêt de 6,91 % par an : Le ministère des Finances a emprunté 448 millions de lei auprès des



banques lors d'une vente aux enchères d'obligations d'État arrivant à échéance en juillet 2040, à un taux d'intérêt de 6,91 % par an. L'émission avait une valeur nominale de 500 millions de lei, et le volume total de la demande était de 577,7 millions de lei, dont 487,6 millions de lei d'offres concurrentielles. Sur le montant total accordé, soit 448 millions de lei, les banques ont offert 357,6 millions de lei en leur nom propre et sur leur propre compte. Les offres non concurrentielles s'élevaient à 90 millions de lei. Le taux du coupon était de 7,25 % et le rendement à l'échéance correspondant au prix moyen de l'obligation était de 6,90 %.

Source : zf.ro

Investissements étrangers en Roumanie

Pourquoi les investisseurs étrangers préfèrent la Roumanie : un système fiscal avantageux, une main-d'œuvre disponible et bien plus encore (étude)

D'après une étude, 67 % des investisseurs anticipent une augmentation de l'attractivité de la Roumanie en tant que destination d'investissement au cours des trois prochaines années, et les raisons de cette conviction sont exposées.

L'année 2023 a été marquée par des changements nuancés et une évolution dynamique des investissements directs étrangers (IDE), reflétant la tendance générale d'une baisse de 4 % du nombre de projets d'IDE en Europe, selon le rapport.

« **La Roumanie maintient fermement sa position de marché résiliente**, malgré une baisse de 13 % des investissements directs étrangers en 2023, et conserve la confiance des investisseurs qui croient toujours en son potentiel, selon l'étude d'attractivité d'EY Roumanie, menée au cours du premier semestre 2024 », indique un communiqué de presse.

Le nombre d'emplois nouvellement créés a enregistré une baisse plus faible de 8 % (de 6 460 à 5 935 entre 2023 et 2022), ce qui signifie des projets plus importants en moyenne, selon le rapport.

Dans le contexte global de l'Europe centrale et orientale, la Hongrie a obtenu de meilleurs résultats, et **la Roumanie a dépassé la Grèce et la Bulgarie en nombre de projets d'IDE** en 2023. De plus, la Roumanie se classe cinquième en termes de nombre moyen d'emplois créés par projet, surpassant ainsi des concurrents de taille comme la Pologne.

Près de la moitié (46 %) des dirigeants interrogés dans le cadre de l'étude estiment que la Roumanie est restée un marché d'investissement robuste et résilient en 2023, notant qu'ils prévoient de consolider ou d'étendre leurs opérations ici dans un avenir proche.

« **Ces perspectives favorables sont partagées par 67 % des investisseurs**, qui prévoient une augmentation de l'attractivité de la Roumanie comme destination d'investissement au cours des trois prochaines années. La Roumanie se distingue en dépassant la Grèce et la Bulgarie en nombre de projets d'IDE et en se classant cinquième en Europe centrale et orientale pour le nombre moyen d'emplois créés par projet. L'accès à des financements non remboursables est considéré comme un facteur déterminant par 72 % des investisseurs. Les secteurs d'intérêt comprennent les logiciels et les services informatiques, l'électronique, les transports et la logistique, qui dominent l'attraction des investissements directs étrangers. L'intégration des technologies émergentes et l'accès à une main-d'œuvre qualifiée sont essentiels, renforçant ainsi la position de la Roumanie comme destination attractive pour les investissements durables à fort impact à long terme », déclare Bogdan Ion, associé-gérant d'EY Roumanie et directeur des opérations d'EY pour l'Europe centrale et du Sud-Est et l'Asie centrale.

Bucarest demeure la principale destination des IDE, avec une part importante de 40 %. Iași et Timișoara ont enregistré chacune 3 projets d'investissement, tandis que Cluj-Napoca et Brașov en ont enregistré 2 chacune. Cependant, par rapport aux données de l'année dernière, la répartition des investissements cette année suggère un désengagement des grands centres économiques traditionnels, témoignant d'une plus grande dispersion des projets entre les villes.

Concernant l'origine des flux d'IDE, les principaux investisseurs sont restés les mêmes, l'Allemagne conservant sa position dominante dans le paysage des investissements roumains, avec 16 projets, soit le même nombre qu'en 2022. Viennent ensuite, à une courte distance, le Royaume-Uni et les États-Unis, chacun avec 6 projets.

Les principaux secteurs ayant attiré les investissements directs étrangers en 2023 reflètent les grandes tendances observées en Europe, le secteur des logiciels et des services informatiques arrivant en tête, tandis que le secteur de l'électronique occupait une remarquable deuxième place, ce qui représente une différence par rapport au classement européen.

Le secteur des transports et de la logistique est une fois de plus à l'avant-garde, enregistrant une forte progression et atteignant la troisième place du classement des investissements directs étrangers en Roumanie, un bond significatif par rapport à la neuvième place de l'année dernière.

Les principaux moteurs des IDE : un système fiscal favorable, l'adoption de technologies et la disponibilité de la main-d'œuvre.



Les investisseurs sont attirés par les **opportunités d'expansion sur de nouveaux marchés**, et la Roumanie se distingue par son système fiscal avantageux, l'adoption des technologies émergentes et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée.

52 % des personnes interrogées considèrent l'accès à des marchés inexploités comme un facteur clé, tandis que 37 % apprécient le système fiscal et 35 % la valorisation des nouvelles technologies. Ces aspects soulignent la position stratégique de la Roumanie entre l'Est et l'Ouest et créent un environnement propice à l'innovation et aux affaires, avec des avantages fiscaux qui la placent dans une position favorable par rapport aux autres pays européens.

La qualité et la disponibilité de la main-d'œuvre roumaine sont également très appréciées : 26 % des investisseurs les considèrent parmi les trois principaux atouts du pays, un chiffre en hausse par rapport à l'année précédente.

L'intégration de la Roumanie à l'espace Schengen suscite l'optimisme chez les investisseurs d'Europe centrale et orientale, qui anticipent de nouvelles opportunités, notamment dans le secteur du tourisme. L'adhésion à Schengen est perçue comme un facteur susceptible d'améliorer les performances commerciales de la Roumanie, à l'instar d'autres pays de la région.

Un pourcentage impressionnant de 72 % des investisseurs considèrent l'accès aux subventions comme un facteur clé pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). Bien que les incitations nationales soient moins attractives qu'auparavant, les subventions demeurent essentielles à l'attractivité des investissements. La Roumanie se distingue par la diversité de ses programmes d'aides d'État, notamment grâce aux fonds européens qui peuvent financer des projets nécessitant d'importants investissements. Au cours des trois prochaines années, les aides d'État devraient atteindre 2 milliards d'euros, dépassant ainsi les 1,2 milliard d'euros enregistrés entre 2021 et 2023.

La Roumanie peut consolider sa position de centre attractif pour les investissements durables.

Bien que le nombre de projets d'investissement direct étranger (IDE) en Roumanie ait diminué de 13 % en 2023, l'optimisme des investisseurs demeure fort : 67 % d'entre eux anticipent une amélioration de l'attractivité du pays comme destination d'investissement au cours des trois prochaines années, contre 41 % l'année précédente. Cette confiance s'appuie sur les améliorations législatives et réglementaires mises en œuvre en Roumanie et sur l'accent mis sur les secteurs stratégiques à fort potentiel de croissance. Par ailleurs, les efforts de numérisation et d'innovation, conjugués à la modernisation des infrastructures et à l'optimisation des procédures administratives, sont considérés comme des facteurs clés pour attirer les investisseurs. Cependant, l'inflation est identifiée comme le principal risque pesant sur l'attractivité de la Roumanie, 14 % des dirigeants se déclarant préoccupés par ce phénomène, suivie par la dette publique et les tensions géopolitiques. Néanmoins, la Roumanie devrait consolider sa position de centre attractif pour les investissements durables, grâce à la croissance attendue du PIB réel et au ralentissement de l'inflation dans les années à venir.

L'attractivité d'une destination envisagée pour des projets d'investissement se définit par une combinaison d'image, de confiance des investisseurs et de la perception de la capacité du pays ou de la région à offrir les avantages les plus compétitifs pour les IDE. L'étude de terrain a été menée par EuroMoney entre février et mars 2024 au moyen de questionnaires en ligne, auprès d'un échantillon représentatif de 100 décideurs de haut niveau (direction générale et conseils d'administration). La moitié des répondants sont basés en Roumanie, 40 % dans d'autres pays européens, 6 % aux États-Unis et le reste au Japon, en Chine, en Israël et aux Émirats arabes unis.

Source : startupcafe.ro

Les investissements directs étrangers peuvent-ils encore être un catalyseur du développement économique ?

L'attraction des investissements étrangers, notamment dans les unités de production complexes, offre des perspectives de stabilité à long terme et renforce la capacité de l'économie à faire face à la volatilité financière en période d'incertitude. De plus, lorsque ces investissements proviennent de pays développés, outre les avantages classiques tels que la création d'emplois, le développement des collectivités locales et l'impact positif sur la croissance économique, ils permettent également le transfert de technologies et de savoir-faire de pointe vers le marché local. En Roumanie, la contribution des investissements étrangers au développement économique est significative ; c'est pourquoi la création d'un environnement attractif et prévisible devrait constituer une priorité nationale.

Selon le Conseil des investisseurs étrangers, en Roumanie, les **entreprises à capitaux étrangers sont environ 1,6 fois plus productives** que la moyenne nationale.



De plus, le taux d'investissement par employé est 1,6 fois supérieur dans les entreprises étrangères par rapport à la moyenne des entreprises locales, et la rentabilité par employé est 1,5 fois meilleure. Par ailleurs, les investissements étrangers créent des emplois, non seulement directement, mais aussi indirectement dans les secteurs connexes, en attirant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui contribue à l'amélioration du marché du travail et à la hausse des salaires. Au cours de la dernière année, **les secteurs en Roumanie qui ont attiré les investissements les plus importants**, principalement étrangers, sont l'énergie (34 % du total), suivis par l'immobilier et la construction (22 %) et les produits de consommation (14 %), et la part des investisseurs étrangers dans la valeur totale des transactions impliquant des investisseurs stratégiques était de près de 70 %, selon une analyse Deloitte des transactions les plus importantes conclues en 2024.

Facteurs contribuant à attirer les investissements étrangers

Lorsqu'elles recherchent un marché d'investissement, les entreprises analysent principalement le cadre législatif applicable à l'investissement concerné, d'un point de vue général, mais aussi de manière plus spécifique (formalités et conformité), la disponibilité d'infrastructures modernes (accès facile aux routes, aux ports, aux réseaux de télécommunications et d'énergie), la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que les formes de soutien dont elles peuvent bénéficier de la part des autorités nationales et locales. En outre, l'accès à des financements non remboursables est un facteur clé pour attirer les investissements directs étrangers ou une solution complémentaire à ceux-ci.

Concernant la législation, il convient de tenir compte des modifications adoptées ces dernières années relatives à l'examen des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques et à leur procédure d'autorisation préalable. Il s'agit, en principe, de projets de plus de deux millions d'euros dans des secteurs stratégiques, liés à la sécurité nationale ou à l'ordre public, réalisés par des investisseurs non européens et non roumains, y compris roumains. L'année dernière, le Conseil de la concurrence, autorité dont dépend la Commission chargée de l'examen des investissements



directs étrangers, a analysé, sous l'angle de la sécurité nationale, 471 projets, soit quatre fois plus qu'un an auparavant.

En matière de soutien, les entreprises intéressées disposent actuellement d'un large **éventail de programmes d'aides d'État**, notamment des **fonds européens non remboursables**, auxquels elles peuvent accéder pour financer des projets, en particulier dans les régions les moins développées du pays. Parmi ces aides figurent des dispositifs, y compris des aides issues de fonds européens, destinés aux départements dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE. Concrètement, plus cet indicateur est bas, plus l'intensité des aides

d'État (soutien non remboursable sur les coûts éligibles) est élevée et peut atteindre 60 % (voire 70 à 80 % pour les PME) dans les départements les plus pauvres.

Actuellement, **les investissements étrangers en Roumanie sont concentrés dans quelques départements** : Bucarest (environ 50 %), suivi d'Ilfov, Timiș, Prahova et Brașov. Par conséquent, afin d'orienter les projets d'investissement vers des régions moins accessibles, il est nécessaire de maintenir les dispositifs d'aide, mais aussi de développer les infrastructures dans les zones prioritaires.

En conclusion, bien que le volume des investissements étrangers en Roumanie n'ait pas atteint, ces deux dernières années, le niveau record de 2022, nous pensons qu'il existe des perspectives de croissance, notamment dans la perspective de l'achèvement des réformes entreprises dans le cadre du PNRR, mais aussi dans le cadre du processus d'adhésion à l'OCDE, qui vise précisément à créer un cadre économique stable, prévisible et axé sur l'investissement, favorable au développement économique à moyen et long terme.

Source : deloitte.com

Les États-Unis sont devenus le quatrième investisseur étranger en Roumanie, avec une hausse de 13 %. Plus de 80 % des investissements directs étrangers en Roumanie proviennent de pays membres de l'OCDE

Les États-Unis sont devenus le quatrième investisseur étranger en Roumanie en 2023, selon les données publiées par la Banque nationale de Roumanie dans un rapport sur l'évolution des investissements directs étrangers, qui montre que, l'année dernière, les investissements étrangers en Roumanie se sont élevés à 6,75 milliards d'euros.

Selon la BNR, au 31 décembre 2023, l'Allemagne représentait le plus grand investisseur étranger dans l'économie roumaine, maintenant sa position de la période précédente.

Le classement des pays investisseurs finaux se poursuit avec l'Autriche (11,7%), la France (11,0%), les États-Unis d'Amérique (7,0%), les Pays-Bas (5,8%) et l'Italie (5,4%), chacun de ces pays enregistrant un solde d'IDE de plus de 5 milliards d'euros.



Par rapport à l'année précédente, on observe un repositionnement des États-Unis d'Amérique à la quatrième place, au détriment de l'Italie, après une augmentation de 13 % du solde des IDE.

Dans le cas de l'Italie, elle a réduit son exposition à la Roumanie de 1,9 milliard d'euros (-23,4 %), principalement grâce à la vente d'actifs à d'autres investisseurs étrangers.

Selon le BNR, la présence de ces fluctuations indique des adaptations dans les stratégies d'investissement des groupes multinationaux, reflétant simultanément les évolutions économiques propres à chaque pays partenaire.

Le groupe de six pays analysés contribue à hauteur de 55,3 % au solde total

des IDE, tandis que les 10 premiers pays, qui contrôlent chacun des investissements de plus de 3 milliards d'euros, ont accumulé 67,9 % du total de ce même indicateur, soulignant le degré élevé de concentration des investissements.

Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et ses principaux partenaires représentent 87 % du stock total d'IDE.

Nous rappelons que la Roumanie a officiellement présenté sa candidature à l'adhésion à l'OCDE lors des précédents exercices d'élargissement, respectivement en avril 2004 et en novembre 2012, et l'a renouvelée chaque année à partir de 2016. Le 25 janvier 2022, le Conseil de l'OCDE a décidé d'entamer des négociations d'adhésion avec les six pays candidats : l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, la Croatie, le Pérou et la Roumanie.

En juin 2022, le Conseil de l'OCDE a adopté la feuille de route pour notre pays, conjointement avec les quatre États candidats. Par la suite, en décembre 2022, notre pays a soumis le mémorandum initial relatif à l'adhésion de la Roumanie à cette organisation.

Actuellement, la Roumanie se trouve dans la phase technique du processus d'évaluation, qui consiste à soumettre des informations complémentaires, à organiser des missions thématiques et à faire des présentations devant les 26 comités sectoriels de l'OCDE indispensables à ce processus.

Source : caleaeuropeana.ro

Conditions particulières pour les investisseurs étrangers en Roumanie. Qu'est-ce que le « Visa d'or » et qui peut en bénéficier ?

Le projet de loi « Visa d'or » constitue une étape importante vers l'alignement de la Roumanie sur les pratiques européennes en matière d'attraction des investissements directs étrangers. « La mise en œuvre de ce programme offrira d'importantes opportunités aux investisseurs souhaitant obtenir un droit de séjour de longue durée, mais elle implique également un cadre juridique et fiscal rigoureux », explique le Dr Radu Pavel, avocat coordinateur du cabinet roumain Pavel, Mărgărit et Associés.

Conditions particulières pour les investisseurs étrangers en Roumanie

Le projet de loi relatif au programme de « visa doré » régleme les conditions d'octroi du droit de séjour en Roumanie aux citoyens étrangers de pays tiers, dans le but d'attirer les investissements directs étrangers en Roumanie.

Selon la proposition, l'adoption de ce cadre réglementaire établit une dérogation aux dispositions de l'ordonnance générale d'urgence n° 194/2002 concernant le régime des étrangers en Roumanie et s'applique exclusivement aux citoyens étrangers qui remplissent les

Cette initiative accorde aux investisseurs étrangers en Roumanie le droit à un séjour temporaire de cinq ans, la possibilité d'inclure les membres de leur famille dans le même permis, l'accès à un permis de séjour permanent après cinq ans et, par la suite, la possibilité de demander la citoyenneté roumaine.

Dans le même temps, le programme fait l'objet d'une consultation publique au Sénat jusqu'au 13 novembre 2025.

Le programme de « Visa d'or » représente une opportunité stratégique pour attirer les capitaux étrangers et les investisseurs étrangers en Roumanie. L'obtention du permis de séjour est conditionnée par le strict respect des critères d'éligibilité et de conformité, sous la supervision de l'Inspection générale de l'immigration et de l'Agence roumaine pour l'investissement et le commerce extérieur, et avec l'approbation des autorités de sécurité nationale. Le droit de séjour est subordonné au maintien de l'investissement étranger en Roumanie pendant cinq ans, ouvrant ensuite la voie à l'acquisition de la nationalité roumaine.

Source : economica.net



République de Moldavie

La République de Moldavie a été évaluée positivement par la Commission européenne, qui recommande l'ouverture des négociations d'adhésion et l'accélération des réformes : Le rapport annuel de la Commission européenne, publié le 4 novembre à Bruxelles, évalue positivement les progrès de la République de Moldavie dans le processus d'intégration européenne. La présidente Maia Sandu a eu des rencontres avec des responsables européens, et la Commission a souligné que la Moldavie doit accélérer les réformes pour conclure les négociations d'adhésion d'ici 2028. La Moldavie a rempli les conditions pour l'ouverture de trois des six clusters de négociation, y compris ceux liés à l'état de droit et au marché intérieur. La Commission s'attend à ce que Chișinău remplisse également les conditions pour les autres clusters d'ici la fin de l'année.

Malgré les progrès, les risques liés aux blocages politiques, en particulier de la part de la Hongrie, sont mentionnés. La Commission européenne reconnaît les efforts de la Moldavie pour coopérer avec l'UE, malgré les menaces extérieures. Maia Sandu a souligné l'importance d'une adhésion rapide, avertissant des risques pour le pays. Les réformes dans le domaine de la justice et la lutte contre la criminalité restent des priorités, et la Moldavie bénéficiera de fonds européens pour soutenir ces réformes.

Source : informat.ro



Le Parlement européen ouvre un bureau permanent à Chișinău : Le Parlement européen a annoncé avoir inauguré une présence permanente en Moldavie.



« Le Parlement européen se tient fermement aux côtés de la Moldavie et de tous nos amis du Partenariat oriental. Nous inaugurons aujourd'hui ce bureau à Chișinău, témoignant concrètement de notre confiance en l'avenir de la Moldavie au sein de la famille européenne », a déclaré la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, dans un communiqué de presse.

Le bureau de Chisinau assurera la promotion des positions et des activités du Parlement et soutiendra la démocratie et les réformes institutionnelles dans la région du Partenariat oriental, qui comprend la Moldavie, l'Ukraine, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

« Dans un rapport adopté en juin 2025, les députés européens reconnaissent que les relations entre l'UE et la Moldavie sont entrées dans une nouvelle phase, caractérisée par une coopération renforcée et des efforts continus du gouvernement de Chișinău pour harmoniser sa législation nationale avec l'acquis communautaire », indique le communiqué de presse.

Dans son rapport annuel sur l'élargissement publié la semaine dernière, la Commission européenne a indiqué que la Moldavie avait continué de progresser significativement sur la voie de son adhésion à l'UE, achevant le processus de sélection en septembre 2025, tout en contrant les menaces hybrides et les tentatives de déstabilisation de la Russie. L'UE a ouvert les négociations d'adhésion avec la Moldavie l'année dernière. Lors du référendum sur l'adhésion à l'UE organisé en Moldavie en octobre 2024, les partisans de l'adhésion l'ont emporté de justesse avec 50,4 % des voix.

Actuellement, le Parlement européen dispose de trois antennes : à New York, pour promouvoir les relations avec les Nations Unies, à Jakarta, la capitale indonésienne, pour les relations avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, pour les relations avec l'Union africaine.

En mars, le Parlement a annoncé qu'il ouvrirait également un bureau à Tirana, la capitale albanaise, afin de renforcer davantage son engagement auprès des Balkans occidentaux.

Source : seenews.com

La Moldavie maintient son taux directeur à 6 % et réduit ses exigences de réserves : La banque centrale de Moldavie a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 6 %, après l'avoir abaissé de 6,25 % en septembre, afin de ramener l'inflation dans la fourchette cible. Les taux des prêts et des dépôts au jour le jour sont également restés inchangés à 8 % et 4 % respectivement, a indiqué la banque centrale, la BNM, dans un communiqué de presse.

La banque centrale a également annoncé sa décision de ramener le taux de réserves obligatoires sur les fonds attirés en lei moldaves et en devises étrangères non convertibles de 22 % à 20 % à compter du 16 novembre. Le taux de réserves obligatoires sur les fonds attirés en devises étrangères librement convertibles sera quant à lui réduit de 31 % à 29 %.

La décision de réduire simultanément les réserves obligatoires pour les fonds levés en lei moldave et en devises étrangères librement convertibles vise à couvrir les besoins de liquidités du système bancaire et à diminuer le coût des prêts, encourageant ainsi la consommation et l'investissement, a indiqué la Banque nationale de Moldavie (BNM). Par ailleurs, cette mesure contribuera à terme à une baisse des taux d'intérêt sur les marchés monétaires, de dépôt et de crédit, a expliqué la banque centrale.

L'inflation annuelle en Moldavie a ralenti à 6,9 % en septembre, contre 8,2 % en juin, un niveau conforme aux prévisions de la banque centrale, mais toujours supérieur à la limite supérieure de la fourchette cible de 3,5 % à 6,5 %. Le taux d'inflation annuel moyen au troisième trimestre 2025 s'établissait à 7,4 %, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'au trimestre précédent.

L'inflation devrait poursuivre sa tendance à la baisse et réintégrer la fourchette cible au premier trimestre 2026. Cependant, la BNM a noté que plusieurs risques pèsent sur ces prévisions, notamment des incertitudes concernant les ajustements tarifaires des services réglementés, les méthodes de compensation de l'énergie des ménages, les prix des produits agricoles nationaux sensibles aux conditions météorologiques, la production agricole future, le déclin démographique et les pénuries de main-d'œuvre.

« Parallèlement, la persistance des tensions géopolitiques aux niveaux régional et mondial a des répercussions sur l'environnement économique international : prix des ressources énergétiques et des matières premières, chaînes d'approvisionnement, demande extérieure. Le protectionnisme et les sanctions économiques qui affectent le commerce international, ainsi que les politiques monétaires mises en œuvre par les principales économies mondiales, influenceront l'évolution de l'économie nationale et l'inflation », a déclaré la banque centrale.

Le conseil d'administration de la BNM tiendra sa prochaine réunion de politique monétaire le 11 décembre.

Source : seenews.com



La Roumanie, le partisan le plus ferme de la République de Moldova : La Roumanie demeure le partisan le plus ferme de la République de Moldova pour ce qui est des réformes et de l'intégration européenne, a affirmé le président Nicușor Dan, à l'issue des pourparlers à Bucarest avec le premier ministre moldave, Alexandru Munteanu.



Le nouveau Premier ministre de la République de Moldavie, Alexandru Munteanu, a fait sa première visite officielle à Bucarest depuis sa récente investiture. Il a été reçu par le président du pays, Nicușor Dan. A cette occasion le responsable moldave a déclaré que, pour Chișinău, la voie européenne n'était pas seulement une orientation stratégique, mais une question de survie, de protection et de

sécurité nationale. Alexandru Munteanu a rencontré également son homologue, Ilie Bolojan, ainsi que les présidents des Parlements et a été reçu par Sa Majesté Margareta, Gardienne de la Couronne de Roumanie. À l'ordre du jour des pourparlers figuraient le processus d'adhésion de la République de Moldavie à l'Union européenne, ainsi que des projets d'intérêt commun pour les deux pays, dans le contexte géostratégique actuel. La visite du Premier ministre Alexandru Munteanu à Bucarest a eu lieu à la veille de l'inauguration de la présidence moldave du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, un mandat que les voisins de la Roumanie, de l'autre côté du Prut, exerceront pendant les six prochains mois.

Source : rri:ro

Eastratégies, est une société d'accompagnement à l'international créée en Roumanie en 1992, en Bulgarie en 2000, Moldavie en 2008, France en 2016 et Serbie 2017.

Le plus ancien cabinet privé implanté en Roumanie, axé sur une démarche terrain, nous accompagnons les sociétés dans toutes les étapes de leurs démarches commerciales et industrielles, tant dans leurs projets de recherche de distributeur, de production, de recrutement, de sous-traitance, de sourcing (<http://www.sourcingenroumanie.com>), d'achat, d'implantation, de recherche financements européens tant dans des missions de Management de transition (<http://managementdetransition.ro>). 1200 missions en 30 ans.



**CONSEIL,
ACCOMPAGNEMENT,
DÉVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES DANS 8
PAYS D'EUROPE
CENTRALE ET
ORIENTALE**

Notre priorité : proposer aux entrepreneurs voulant mettre le cap à l'Est et être présents sur ces marchés, des stratégies innovantes, performantes et adaptées pour valoriser leurs activités professionnelles. Nos conseils efficaces et nos solutions sur mesure permettent des implantations rapides et réussies.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Agroalimentaire
- Bois / Papier / Carton / Imprimerie
- Matériaux de construction, Électronique / Électricité, Informatique / Télécoms
- Métallurgie / Travail du métal, Plastique / Caoutchouc, Textile / Habillement / Chaussure
- Machines et équipements / Automobile

Tél. : +33 2 99 69 54 43
Email : marc.huot@eastrategies.fr
Site web : www.eastrategies.fr

En chiffres

- Population : 19,328 millions d'habitants
- PIB en 2024 : 353 Md EUR
- PIB par habitant en 2024 : 13.130 EUR
- Croissance PIB en 2024 : +0,8%
- Flux d'IDE en 2024 : 5,6 Md EUR
- Salaire minimum brut garanti à partir du 1er janvier 2025 : 815 EUR (4,050 RON)
- Salaire moyen brut mensuel, en juillet 2025 : 1.814 EUR (9.201 RON)
- Taux d'inflation en 2024 : 5,1 %
- Taux de chômage en 2024 : 5,4 %
- Place de la France dans les échanges commerciaux en 2024 : 3ème client, 9ème fournisseur
- Stock IDE français en 2024 : 12,9 milliards EUR, France – 3ème rang parmi les investisseurs étrangers
- Cours EUR/RON au 17.11.2025: 1 EUR = 5,0844 RON

